Trois optiques du concept de parité
des revenus en agriculture (*)

par

Max FRANK
Professeur ordinaire à l’U.L.B.

et

Peter PRAET
Suppléant à l’Institut d’Etudes Européennes de l’U.L.B.

Summary on p. 389

I. INTRODUCTION

La loi du 29 mars 1963, tendant à promouvoir la rentabilité de l’agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l’économie, stipule que le Ministre de l’Agriculture présentera chaque année aux Chambres législatives un rapport sur l’évolution de l’économie agricole et horticole (article 1), qui fera apparaître “la situation globale de l’agriculture et de l’horticulture par rapport au revenu national et aux autres secteurs de l’activité économique” (article 2). L’article 3 de la même loi prévoit, en outre, que le Ministre de l’Agriculture indiquera les mesures prises pour assurer “la rentabilité économique et la promo-

(*) Nous exprimons nos remerciements au professeur E.S. Kirschen qui a mis à notre disposition les documents internes relatifs aux travaux sur la distribution et redistribution des revenus, ainsi qu’à J. Breuer, assistant à la Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux, pour ses observations critiques. Les auteurs assurent bien entendu l’entièr e responsabilité de cet article.
tion sociale de l’agriculture et de l’horticulture et réaliser la parité avec les autres secteurs de l’économie”.


- l’approche “termes de l’échange” qui exprime le rapport entre les prix reçus et les prix payés par l’agriculture et l’horticulture (2). Ce rapport ne peut d’après ce document être considéré comme un indice de rentabilité, puisqu’il ne tient pas compte du volume de la production, du progrès technique, de l’amélioration de la gestion, etc... [Doc. Sénat, 1981, p. 34].

- l’approche parité-revenus qui porte sur la comparaison des masses de revenus agricoles avec des masses de revenus dans les autres secteurs de l’économie.

C’est à ce deuxième type de rapport que cette étude est consacrée.

I. LES DEUX CONCEPTS DE PARITE DE L’IEA

L’IEA présente deux indicateurs de parité-revenus qui ont pour objectif de donner une idée de la contribution relative de l’activité agricole à la valeur ajoutée nette.


(1) On peut se demander pourquoi ce document est publié comme un “rapport du Gouvernement”, alors que la loi du 29 mars 1963 prévoit que cette tâche est confiée au Ministre de l’Agriculture et que ce document n’est pas délibéré en Conseil des Ministres.

(2) Dans la suite de l’étude, le terme “agriculture” recouvre également l’horticulture.
tisations personnelles et patronales de sécurité sociale et les pensions versées aux employés du secteur public) par travailleur dépendant, pour lesquels il n'y a pas de conversion en unités plein temps.

A titre d'exemple, pour 1977 on a (en milliards de francs)

| Revenue du travail salarié       | 3.1 |
| Revenu du travail familial et de la gestion | 35.7 |
| Revenu du travail agricole       | 38.8 |

b) Le second indicateur de parité met en parallèle l'évolution du *revenu des entrepreneurs agricoles* avec celle des éléments comparables dans l'économie nationale. Le revenu des entrepreneurs agricoles comprend le coût du travail familial et de gestion et le coût imputé pour le capital d'exploitation en propriété (3). Il est calculé par unité de travail agricole indépendant et comparé au revenu national diminué des revenus de la propriété, par personne active.

A titre d'exemple, pour 1977 on a (en milliards de francs):

| Revenu du travail familial et de la gestion | 35.7 |
| Rémunération imputée pour capital d'exploitation en propriété (4) | 7.0 |
| Revenu des entrepreneurs | 42.7 |

De ces deux indicateurs, seul le second nous paraît donner satisfaction parce qu'il ne paraît pas logique de comparer le revenu du travail agricole comprenant des salaires avec l'ensemble du revenu des salariés comme c'est le cas pour l'indice de parité du revenu du travail agricole. Quant aux revenus des entrepreneurs agricoles, ils devraient être comparés non seulement avec l'ensemble du revenu national diminué des revenus de la propriété (autres que ceux résultant du capital d'exploitation en propriété), comme le fait l'IEA, mais également avec certaines composantes du revenu national, dont plus particulièrement les revenus d'autres entreprises individuelles, telles que les commerçants et artisans, les professions médicales, etc... Il conviendrait aussi que seuls soient repris dans les calculs de parité les revenus et les populations d'agriculteurs *professionnels*. Les agriculteurs occasionnels relèvent, en effet, d'autres groupes socio-professionnels.

---

(3) Il n'est cependant pas tenu compte d'un revenu imputé sur le capital foncier en propriété.

(4) Il est utile de signaler que les intérêts sur capitaux propres d'exploitation sont estimés à seulement 5% du stock du capital.
Le concept de revenu des entrepreneurs est aussi celui qui est adopté par le Comité des Organisations Professionnelles Agricoles (COPA) au niveau de la Communauté Economique Européenne sous la dénomination du *revenu agricole net*.

Alors que les concepts de parité de l’IEA se limitent à donner une mesure des coûts relatifs du travail et (éventuellement) du capital propre d’exploitation dans l’agriculture, en pratique ces indices de parité ont acquis "une sorte de pouvoir magique" [Keymeulen, 1976, p. 1] et "l’on tend à le(s) considérer d’une manière assez grossière comme le rapport entre ce que gagne l’agriculteur et ce que le salarié ramène chez lui" [idem, p. 50]. De là, toute une série d’affirmations ambigues diffusées par les média (5). Ceci est encore illustré par une toute récente déclaration du COPA à l’occasion du problème de la restructuration du budget de la CEE: "Le COPA s’oppose vivement à toute tentative qui viserait à résoudre les problèmes budgétaires actuels de la Communauté en faisant pression sur la Politique Agricole Commune. Une telle pression pénaliserait injustement les agriculteurs alors que leur revenu déjà inférieur à celui des autres catégories socio-professionnelles, a connu ces deux dernières années une évolution catastrophique" [Agence Europe, 18/19 mai 1981, p. 13].

Les indices de parités de l’IEA ne sont donc pas des indicateurs de niveau de vie relatif; ils ne donnent pas non plus une idée de la capacité contributive (assiette fiscale) relative de l’agriculture, comme on le montre plus loin.


---

(5) Et peut-être destinées à créer un climat politique favorable aux thèses des organisations professionnelles d'agriculteurs.

(6) Les indices de parité sont dans le présent article donnés en pourcents.
TABLEAU 1
Indices de parité de l'IEA

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année</th>
<th>Revenus du travail</th>
<th>Revenu des entrepreneurs agricoles</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1972-73</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>1974</td>
<td>73</td>
<td>76</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>73</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>1976</td>
<td>80</td>
<td>82</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>61</td>
<td>64</td>
</tr>
<tr>
<td>1978</td>
<td>65</td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td>1979</td>
<td>56</td>
<td>59</td>
</tr>
</tbody>
</table>


Les éléments permettant de calculer le revenu du travail agricole et le revenu des entrepreneurs agricoles sont repris dans la Figure 1. On y trouve un schéma de passage de la valeur ajoutée brute aux flux qui sont retenus dans la présente étude:

- le revenu du travail des agriculteurs
- le revenu des entrepreneurs agricoles
- les revenus primaires des agriculteurs professionnels (déduction faite des cotisations de sécurité sociale)
- le revenu disponible des agriculteurs professionnels.

Les montants relatifs aux différents flux (en milliards de francs) sont donnés pour 1977 (7).

II. DEUX AUTRES CONCEPTS DE PARITE

La portée limitée des indices de parité basés sur le concept coût-revenu fait apparaître la nécessité de les compléter par deux autres indices: l'un relatif aux *revenus primaires* des agriculteurs et des autres groupes socio-professionnels, l'autre relatif au *revenu disponible* des agriculteurs et des autres groupes socio-professionnels.

Les *indices de parité des revenus primaires* conviennent pour servir de référence dans la comparaison de la pression fiscale des différents

(7) Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas examiné la valeur des hypothèses de travail retenues par l'IEA, ni celle de ses estimations chiffrées. Quaden 1973, (p. 65) a émis à ce sujet des réflexions assez critiques.
groupes socio-professionnels. En effet, l’impôt des personnes physiques (IPP) a, en Belgique, pour assiette les revenus professionnels, les revenus mobiliers et les revenus immobiliers, soit précisément les revenus primaires. Les revenus primaires doivent être calculés déduction faite des cotisations de sécurité sociale patronales et personnelles qui ne sont pas comprises dans l’assiette de l’IPP. Le calcul peut être fait par ménage fiscal et par tête.

À titre d’exemple, pour 1977, on a en milliards de francs [Kirschen et al., 1980]:

| Revenus professionnels primaires des agriculteurs | 41.7 |
| Revenus de la propriété (8) | 6.7 |
| Cotisations de sécurité sociale | -3.8 |
| Revenus primaires déduction faite des cotisations de sécurité sociale | 44.6 |

Quant aux indices de parité du revenu disponible, ils permettent mieux que toute autre mesure synthétique de comparer le bien-être des agriculteurs avec celui des autres groupes socio-professionnels (9).

Certes, en agriculture, le revenu disponible doit à la fois couvrir les dépenses de consommation et constituer la principale source de financement des investissements. Il ne reflète dès lors qu’une vue biaisée du “niveau de vie” ou du “bien-être” des agriculteurs. Mais cette contrainte de l’auto-financement n’est pas propre aux agriculteurs; elle est commune à la plupart des entreprises individuelles. Pour le surplus,

---

(8) Autres que ceux déjà repris dans le revenu des entrepreneurs, tels les revenus du capital foncier en propriété et les revenus mobiliers.

(9) Le “niveau de vie” (ou “bien-être”) est une notion très complexe et difficile à cerner par un indicateur unique. Il peut être mesuré par la richesse, le revenu et sa stabilité, la consommation, la qualité de la vie, les loisirs etc… sur une période de temps qui peut s’étendre sur le cycle de vie. En raison de nombreuses difficultés tant d’ordre théorique que statistique, la notion de revenu disponible est le plus souvent utilisée pour la comparaison des niveaux de vie. Certes, la notion de revenu a donné lieu à des définitions diverses. Selon Simons [1938, p. 49] “Personal income connotes broadly, the exercise of control over the use of society’s scarce resources”. Selon Hick [1939, p. 172] “The purpose of income calculations is to give people an indication of the amount which they can consume without impoverishing themselves”. Ces définitions recouvrent le concept de “revenu élargi aux gains en capital” qui n’a pas été abordé dans la présente étude. Dans des calculs de parité plus poussés, il conviendrait d’inclure les gains – et pertes – en capital comme cela a été fait dans Praet [1980].
leur capital productif peut être réalisé en cas de cessation d’activité. Relevons aussi que les revenus agricoles sous-estiment le poids de l’auto-consommation, puisque celle-ci est enregistrée aux prix producteurs. On peut faire remarquer à ce sujet que le poids de l’auto-consommation s’amenuise et que l’enregistrement de l’auto-consommation aux prix producteurs a pour effet de réduire le revenu primaire et, par voie de conséquence, le revenu disponible.

Dans notre exemple chiffré pour 1977 on a (en milliards de francs):

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Revenus primaires déduction faite des cotisations de sécurité sociale</td>
<td>44.6</td>
</tr>
<tr>
<td>Réaffectations (allocations familiales, prestations pour maladie, etc...)</td>
<td>6.5</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts directs</td>
<td>-2.0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenu disponible</strong></td>
<td><strong>49.1</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

En raison de leur nature et de la complexité de leur établissement, les deux nouveaux indices de parité, voir l’ensemble des indices devraient être calculés par une institution indépendante. En France, par exemple, ce calcul est confié au Centre d’étude des revenus et des coûts (CERC), placé auprès du Commissariat Général du Plan d’Équipement et de la Productivité.

Les tableaux 2 et 3 comparent respectivement l’assiette fiscale et le revenu disponible des agriculteurs avec ceux d’un certain nombre de groupes socio-professionnels et de l’ensemble de la population. Ces indices de parité, construits à partir de l’étude de Kirschen *et al.*, sont donnés *par tête* (c’est-à-dire par titulaire de revenus plus ses dépendants) et *par ménage fiscal*. Le calcul par ménage fiscal surestime la position relative de l’agriculteur. En effet, le nombre de personnes par ménage fiscal d’agriculteurs est supérieur à celui des autres groupes; le calcul par tête, par contre, la sous-estime, car elle ne tient pas compte des différences dans les unités de consommation (âge moyen des membres du ménage, etc...).

La comparaison de l’indice de parité coûts-revenus de l’IEA avec les indices de parité-revenus primaires et revenu disponible fait apparaître que les deux derniers se situent à un niveau de loin supérieur à celui du premier. Comme le montre l’exemple chiffré pour 1977 ci-dessus, cela provient notamment du fait que les cotisations de sécurité sociale sont déduites des revenus primaires; or celles-ci sont relativement beaucoup plus importantes pour les salariés et appointés que pour les agriculteurs.
Le passage du concept de parité-assiette fiscale à celui de parité-revenu disponible a pour effet d’améliorer encore la position relative des agriculteurs, en raison d’un régime fiscal qui leur est favorable [Frank, 1981]. C’est ainsi qu’en 1977, dernière année pour laquelle des indices de parité de revenus primaires et de revenu disponible ont été calculés, l’on a par rapport à l’ensemble des travailleurs dépendants:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Parité IEA</th>
<th>Parité revenus primaires</th>
<th>Parité revenu disponible</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(revenu des entrepreneurs)</td>
<td>64</td>
<td>92</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Quand on extrapole ces indices de parité à 1979, sur base de l’évolution de l’indice de parité de l’IEA (10), on obtient respectivement:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Parité IEA</th>
<th>Parité revenus primaires</th>
<th>Parité revenu disponible</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(revenu des entrepreneurs)</td>
<td>59</td>
<td>85</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TABLEAU 2**
Comparaison des revenus primaires (moins cotisations de sécurité sociale) des agriculteurs avec ceux d’autres groupes socio-professionnels

A. Revenus primaires des agriculteurs *par tête*, par rapport:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Ouvriers</th>
<th>Ouvriers, appointés, fonctionnaires</th>
<th>Commerçants et artisans</th>
<th>Professions médicales</th>
<th>Ensemble population active</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>179</td>
<td>145</td>
<td>87</td>
<td>30</td>
<td>118</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>150</td>
<td>121</td>
<td>80</td>
<td>26</td>
<td>102</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>194</td>
<td>154</td>
<td>107</td>
<td>34</td>
<td>129</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>154</td>
<td>117</td>
<td>95</td>
<td>29</td>
<td>103</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>119</td>
<td>92</td>
<td>71</td>
<td>24</td>
<td>80</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(10) En attendant la mise à jour des chiffres de Kirschen et al., (1980) cette méthode est la seule que l’on peut suivre.
B. Revenus primaires des agriculteurs par ménage fiscal, par rapport:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Années</th>
<th>Ouvriers</th>
<th>Ouvriers, appointés fonctionnaires</th>
<th>Commerçants et artisans</th>
<th>Professions médicales</th>
<th>Ensemble population active</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1969</td>
<td>223</td>
<td>173</td>
<td>84</td>
<td>30</td>
<td>138</td>
</tr>
<tr>
<td>1971</td>
<td>192</td>
<td>148</td>
<td>79</td>
<td>26</td>
<td>121</td>
</tr>
<tr>
<td>1973</td>
<td>251</td>
<td>190</td>
<td>110</td>
<td>35</td>
<td>157</td>
</tr>
<tr>
<td>1975</td>
<td>197</td>
<td>144</td>
<td>100</td>
<td>31</td>
<td>124</td>
</tr>
<tr>
<td>1977</td>
<td>147</td>
<td>110</td>
<td>75</td>
<td>28</td>
<td>95</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Sources: Kirsch et al., 1980.*
*et Documentation interne du Dulbea.*

**TABLEAU 3**
Comparaison du revenu disponible des agriculteurs avec celui des salariés et appointés et de celui de l'ensemble de la population

<table>
<thead>
<tr>
<th>Revenu disponible des agriculteurs par tête, par rapport:</th>
<th>Revenu disponible des agriculteurs par ménage fiscal, par rapport:</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ouvriers</td>
<td>Ouvriers, employés, fonctionnaires</td>
</tr>
<tr>
<td>En semble de la population</td>
<td>Ensemble de la population</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>1969 162</td>
<td>144 129</td>
</tr>
<tr>
<td>1971 136</td>
<td>121 111</td>
</tr>
<tr>
<td>1973 178</td>
<td>157 142</td>
</tr>
<tr>
<td>1975 144</td>
<td>127 120</td>
</tr>
<tr>
<td>1977 121</td>
<td>108 102</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source: Kirsch et al., 1980.*

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand –

... Spreken over een gemiddeld landbouwinkomen dat nauwelijks 60% van het inkomen van andere catagorieën bereikt moet de boer ongetwijfeld tot groot pessimisme en ontnoediging stemmen.

Geachte collega's, u die dagelijks tussen die landbouwbevolking leeft, durft u zeggen dat een groot deel van onze boeren, van diegenen die u op uw vergaderingen ontmoet – die sterk uitgedunde actieve groep die een leefbaar bedrijf hebben dat door hen op een moderne en goede wijze wordt geleid – maar een inkomen zouden hebben gelijk aan 60% van het gemiddelde inkomen van de loontrekkenden? Infeite zie ik dat niet. In de wetenschap dat het inkomen ongetwijfeld lager ligt dan het gemiddelde, dient men toch voldoende differentiatie door te voeren bij de beoordeling en het gebruik van deze globale cijfers. Wellicht kan op dit vlak de presentatiewijze nog eens grondig worden bekeken.

... De heer Peeters – Zijn de gepubliceerde studies dan onjuist?

... De heer Lavens Minister van Landbouw en Middenstand. – Ik kan alleen maar herhalen wat ik heb gezegd, met name dat ik het gevoelen heb dat het cijfer van 60% een gemiddelde is dat door een aantal elementen en gegevens die bij de berekening van het gemiddelde meespelen, sterk naar beneden wordt gehaald.

Il apparaît de cette discussion que les indices de parité de l'I.E.A. provoquent une confusion systématique entre le concept de contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée et celui de niveau de vie des agriculteurs. Le Ministre lui-même ne reconnaît-il pas qu'une série d'éléments et de données retenues par l'I.E.A. ont pour effet de sous-estimer fortement la moyenne? En proposant la publication conjointe de trois indices, nous pensons améliorer l'information que le monde agricole est en droit d'obtenir et mettre un terme à l'ambiguïté des discussions.

III. REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA NOTION DE PARITE

On peut s’interroger sur la valeur et l’utilité même du concept de parité. En premier lieu, parce que l’objectif de parité pour un groupe socio-professionnel signifie que seul le revenu relatif importe dans l’appréciation du niveau de vie.

Le fait, par exemple, qu’entre 1970 et 1977 le revenu disponible par tête des agriculteurs est passé de 129 à 102 par rapport à celui de l’en-
semble de la population, ne signifie pas qu’en termes absolus il ait diminué. En réalité, au cours de cette période le revenu disponible des agriculteurs accuse, en termes absolus, un taux annuel moyen de croissance de 3,2% (contre 4,0% pour l’ensemble de la population). De même, une baisse moins prononcée du revenu disponible des agriculteurs que celle de revenus des autres catégories, se traduirait par un accroissement de leur revenu disponible relatif.

Bref, le concept de parité est proche de celui du revenu subjectif, psychologique. Cependant, celui-ci tient compte d’autres éléments, tels que la joie au travail, l’effort, le risque, etc.

Il y a une deuxième raison qui nous incite à la prudence. Elle provient de la circonstance que sous-jacent à la notion de parité est le sentiment que tous les membres d’un groupe socio-professionnel sont plus ou moins dans la même situation. Or cela n’est pas le cas. Des disparités de revenus existent au sein de chacun des groupes socio-professionnels et en outre ces disparités internes peuvent varier d’un groupe à l’autre. Elles sont par exemple moindres chez les salariés et appointés que chez les indépendants [Meulders et Tollet, 1975].

Le tableau 4 montre que la disparité entre les revenus agricoles est élevée et croissante: pour 1979-80, le rapport entre le revenu moyen du 19e quintile et celui du 2e quintile est de l’ordre de 8, contre 5 pour 1975-76 (11).

Dernière remarque: pourquoi limiter les calculs de parité au seul groupe des agriculteurs? Il conviendrait d’élargir la comparaison aux principaux autres groupes socio-professionnels. En effet, chez certains d’entre eux, on assiste à l’heure actuelle à des mutations profondes qui méritent d’être mises en lumière autant que celles relatives aux agriculteurs. Il s’agit là d’une considération qui mériterait de retenir tout particulièrement l’attention.

IV. CONCLUSION

Il est proposé d’améliorer l’information fournie par les indices de parité coûts-revenus du Ministère de l’Agriculture par l’établissement d’un indice de parité revenus-primaires et un indice de parité revenu disponible. Ces trois indices devraient être complétés par des indices de

(11) Voir aussi Herinckx, Breuer et Lange, 1981.

L’indice de parité revenu disponible permet de constater que si la situation des agriculteurs s’est fort détériorée ces dernières années, leur revenu disponible se situe encore approximativement au même niveau que celui des salariés et appointés.

Certains problèmes, tels que la contrainte de l’auto-financement n’ont été qu’effleurées. Comment les intégrer dans la problématique des comparaisons de bien être entre groupes socio-professionnelles. La question reste ouverte.

**TABLEAU 4**

Indices du revenu moyen des entrepreneurs agricoles du quintile ou du décile par rapport à leur revenu moyen total (= 100)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>1975-76 (1)</th>
<th>1979-80 (2)</th>
<th>Différence en % (2) / (1) - 1</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2e quintile</td>
<td>36,1</td>
<td>24,7</td>
<td>-31,6</td>
</tr>
<tr>
<td>2e décile</td>
<td>47,2</td>
<td>42,3</td>
<td>-4,8</td>
</tr>
<tr>
<td>3e décile</td>
<td>59,6</td>
<td>56,7</td>
<td>-4,9</td>
</tr>
<tr>
<td>4e décile</td>
<td>71,7</td>
<td>68,8</td>
<td>-4,0</td>
</tr>
<tr>
<td>5e décile</td>
<td>82,2</td>
<td>82,7</td>
<td>+0,6</td>
</tr>
<tr>
<td>6e décile</td>
<td>93,8</td>
<td>96,9</td>
<td>+3,3</td>
</tr>
<tr>
<td>7e décile</td>
<td>108,3</td>
<td>111,3</td>
<td>+2,7</td>
</tr>
<tr>
<td>8e décile</td>
<td>125,0</td>
<td>130,1</td>
<td>+4,1</td>
</tr>
<tr>
<td>9e décile</td>
<td>151,1</td>
<td>162,8</td>
<td>+7,7</td>
</tr>
<tr>
<td>19e décile</td>
<td>187,7</td>
<td>199,8</td>
<td>+6,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecart entre 19e et 2e quintile</td>
<td>5,2</td>
<td>8,1</td>
<td>+55,8</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Source: I.E.A., Documentation interne.*
<p>| | |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs</strong></td>
<td>64.3</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Amortissements</strong></td>
<td>8.9</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(b)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs</strong></td>
<td>55.4</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(c) = (a)-(b)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>salaire</strong></td>
<td>3.1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(d)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Excedent net d'exploitation = Rémunération du travail familial et de gestion et de l'ensemble du capital</strong></td>
<td>52.3</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(e) = (c)-(d)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fermages, métayages intérêts payés</strong></td>
<td>9.6</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(f)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenu des entrepreneurs</strong></td>
<td>42.7</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(g) = (e)-(f)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Intérêts sur capitaux en propriété</strong></td>
<td>7.0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(h)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenu du travail familial et de gestion</strong></td>
<td>35.7</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(i) = (g)-(h)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenu des entrepreneurs</strong></td>
<td>42.7</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(j) = (g)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus occasionnels agricoles</strong></td>
<td>6.1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(k)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus des entrepreneurs professionnels</strong></td>
<td>36.6</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(l) = (j)-(k)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus accessoires non agricoles</strong></td>
<td>5.1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(m)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus professionnels primaires</strong></td>
<td>41.7</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(n) = (l)+(m)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus primaires des agriculteurs professionnels</strong></td>
<td>48.4</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(p) = (n)+(o)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Prélèvements de sécurité sociale</strong></td>
<td>3.8</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(q)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenus primaires des agriculteurs professionnels, moins cotisations de sécurité sociale</strong></td>
<td>44.6</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(r) = (p)-(q)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Réactif de l'impôt</strong></td>
<td>6.5</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(s)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Impôts directs</strong></td>
<td>2.0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(t)</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Revenu disponible des agriculteurs professionnels</strong></td>
<td>49.1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(u) = (r)+(s)-(t)</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(* Concepts de partage

- Revenus de travail = (i) + (d)
- Revenus des entrepreneurs = (g)
- Revenus primaires moins cotisations de sécurité sociale = (r)
- Revenu disponible = (a)

Sources: - Jusqu'au stade de revenu des entrepreneurs: Doc. Sénat, 1981
- Passage au revenu disponible: Kirschen et al., 1980
BIBLIOGRAPHIE

AGENCE "EUROPE", "Mandat du 30 mai: pour les organisations agricoles (COPA), la restructuration des dépenses de la CEE ne doit pas se réaliser en faisant pression sur la Politique Agricole Commune". 18/19 mai 1981.

ANNALES PARLEMENTAIRES, Chambre des Représentants, 23 mai 1980


SUMMARY

The Belgian Law of March 29, 1963 provides that the Minister for Agriculture will present a yearly report comparing the situation of agriculture and horticulture to the national income and to the other sectors of the economy. The report, prepared by the Institut Economique Agricole (IEA), presents income parity indices aiming at giving an idea of the contribution of agriculture to the total net value added. Estimates by the IEA indicate that between 1972-73 and 1979 the income parities for agriculture fell from 100% (thus from "parity") to less than 60%.

The IEA indices are often interpreted as indicators of farmers’ relative well-being – which they are not since they refer to cost concepts. The authors propose to supplement the IEA parities with primary income parities and disposable income parities. Primary income parities are relevant for comparisons of the tax pressure on a socio-economic group; disposable income parities provide a better – although imperfect – measure of the relative well-being of a socio-economic group than the IEA parities. Disposable income parities show that despite a rapid deterioration of farmers’ relative position in recent years, their disposable income was still in 1979 at approximately the same level as the disposable income of the total population – thus far above the IEA income parity.

Given the political importance of income parity calculations, the authors propose that they be established by an independent body which would not limit its task to one particular socio-economic group. Moreover, it would be useful to provide estimates of disparities within socio-economic groups. These are particularly pronounced for farmers.